



Pourtant période charnière pour nos élèves, le collège reste le parent pauvre du système éducatif. Depuis des années nous subissons les assauts répétés de réformes menées au nom de la modernisation ou de l'excellence. Une réalité bien moins séduisante se cache derrière ces discours : le démantèlement méthodique du service public d'éducation, au détriment des élèves et des personnels. La logique est toujours la même : faire plus avec moins, sous couvert de pédagogies innovantes. Pour la CGT Éduc'action, une autre éducation est possible, à condition de lui en donner les moyens.

RÉTABLIR UNE VÉRITABLE FORMATION

La CGT Éduc'action alerte depuis des années sur la dégradation continue de la formation des personnels de l'Éducation nationale. Aujourd'hui, le constat est sans appel : la formation initiale comme la formation continue sont devenues insuffisantes, morcelées et trop souvent déconnectées de la réalité du terrain. Cette politique d'austérité n'est pas sans conséquences : elle participe directement à la perte de sens du métier et à l'épuisement des personnels.

Les collègues sont de plus en plus souvent placés devant des responsabilités lourdes sans avoir bénéficié du temps nécessaire pour se former réellement. Les injonctions institutionnelles se multiplient : inclusion, réformes des programmes, nouveaux outils numériques, évaluation... Mais face à cette avalanche de missions, la formation proposée se réduit à quelques modules en ligne, à des visioconférences descendantes ou à des stages trop courts, organisés de plus en plus sur le temps personnel et déconnectés des besoins réels des équipes.

Cette formation indigente traduit un choix politique : celui de considérer les personnels comme de simples

exécutants, capables de s'adapter en permanence sans accompagnement ni reconnaissance de leur expertise. Le métier perd alors sa dimension pédagogique, collective et émancipatrice.

À force de prescriptions venues d'en haut, sans espaces de réflexion ni formation de qualité, les collègues ne peuvent plus exercer sereinement leur profession ni construire des pratiques adaptées à leurs élèves.

La perte de sens est profonde. Elle se manifeste dans le sentiment de ne plus maîtriser son travail, de courir après des réformes successives, de subir des changements imposés sans concertation.

LES INJONCTIONS INSTITUTIONNELLES SE MULTIPLIENT : INCLUSION, RÉFORMES, OUTILS NUMÉRIQUES, ÉVALUATION...

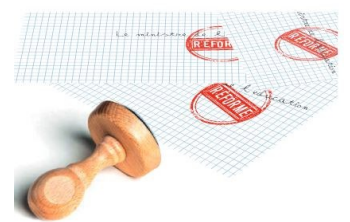
Pour la CGT Éduc'action, il est urgent de rétablir une véritable formation, ambitieuse, sur temps de service, construite avec les personnels, pour redonner du sens à nos métiers et défendre un service public d'éducation de qualité.

DES RÉFORMES POUR QUELS RÉSULTATS ?

Des réformes, dans les 15 dernières années, le collège en a connu beaucoup. **Le socle commun, l'évaluation par compétences, les EPI, la numérisation des salles de classe, l'accès au numérique, le choc des savoirs...** La liste est longue. Issues d'expérimentations ponctuelles systématiquement généralisées, ces réformes ont eu de réelles conséquences. Les équipes pédagogiques ont mis de l'énergie, les collègues réticents ou non ont essayé, se sont investis, ont refait leurs progressions, leurs cours, leur façon de noter, leur façon d'enseigner... Ces réformes ont transformé le collège. La transformation d'heures postes

en HSE en 2014 pour pouvoir rendre flexible l'utilisation de la DHG a donné davantage de pouvoirs aux chef-fes d'établissement, transformant de manières pérennes les relations hiérarchiques. A contrario des discours passés, nous observons le retour des notes chiffrées, une mise en garde sur l'utilisation du tout numérique, le retour d'un brevet sélectif. **Un retour dans le passé entraînant dans son sillage les traces indélébiles d'énergie perdue.**

CES RÉFORMES ONT TRANSFORMÉ LE COLLÈGE



FACE À LA PRESSION HIÉRARCHIQUE



La succession des réformes et l'austérité budgétaire dans les collèges ont engendré un accroissement du **mal-être au travail des collègues**. Trop souvent, la perte de moyens et de sens entraînent un coût humain dont les signes sont visibles : démissions, temps partiels, arrêts maladie, burn-out, mutations, volonté de changer de métier, détachements, ruptures conventionnelles, accidents de travail... Soumis à une pression hiérarchique grandissante corrélée à une perte de liberté pédagogique, les collègues sont mis sous pression par la multiplication des tâches, le contrôle du travail via les ENT/pronote, la pression pour accepter toujours plus d'heures de travail et de tâches diverses (parfois très éloignées de leur formation initiale).

Face aux protestations des collègues, aux dénonciations de maltraitance et de managements toxiques des

victimes, **aucune remise en question de l'institution**. Bien au contraire, nous assistons à des successions de procédures visant à nous faire taire : non-réponses, procédures longues et coûteuses, mutations dans l'intérêt du service...

Ne nous leurrons pas : la vocation à peine dissimulée de ces maltraitances est la **liquidation d'une partie du Service public**. La posture de chef-fe d'entreprise n'est pas anodine : elle accompagne cette logique de rentabilité de l'École qu'il nous faut combattre.

NOUS ASSISTONS À DES SUCCESSIONS DE PROCÉDURES VISANT À NOUS FAIRE TAIRE.

Pour cela, il est plus que jamais nécessaire de ne pas rester isolé-es et d'être solidaires entre personnels, en se syndiquant, pour instaurer un rapport de force efficace à tous les niveaux.

PRESSION SUR LE DNB

Dans un **système éducatif piloté par les évaluations, les indicateurs et la concurrence entre établissements**, mieux vaut ne pas trop se faire remarquer par une baisse significative des résultats au DNB. L'IVAC (Indicateur de Valeur Ajoutée des Collèges), rendu public depuis 2 ans et prenant en compte pourcentage de reçus et notes obtenues par les élèves lors des épreuves terminales, est scruté attentivement par le ministère. Un IVAC négatif (censé signifier que les

élèves ont de moins bons résultats que ce qu'ils-elles devraient avoir au vu de leurs caractéristiques sociales) entraînent des visites d'inspection pour vérifier l'application de « bonnes pratiques pédagogiques ». Les équipes sont fatiguées de ces pressions permanentes et demandent que leur **liberté pédagogique soit respectée** et qu'on leur donne **les moyens de prendre en charge tous-tes les élèves**.

ENSEMBLE, EXIGEONS :

- ✔ LA CRÉATION MASSIVE DE POSTES STATUTAIRES
- ✔ LA SUPPRESSION DES ÉVALUATIONS NATIONALES
- ✔ L'ABANDON DU *PACTE* AU BÉNÉFICE D'UNE REVALORISATION INDICIAIRE SANS CONDITION POUR TOUTES ET TOUS
- ✔ UN STATUT DE FONCTIONNAIRE CATÉGORIE B POUR LES AESH ET AED
- ✔ UNE AUGMENTATION INDICIAIRE IMMÉDIATE DE 400 € PAR MOIS

